

## PLAN LOCAL D'URBANISME



### 6.10 – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

# VILLE DE SOMMIERES



## MISE A JOUR DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

*Phase n°2*

*Elaboration : Mai 2019*

### **MEDIAE**

ZAC de la Petite Camargue

352 Chemin des Oliviers

34400 LUNEL

Tél. : 04.67.99.53.24 - Fax : 04.67.85.58.91



*MEDiterrannée, Infrastructure, Aménagement, et Eau*

---

# SOMMAIRE

---

<b>I. OBJET</b>	<b>3</b>
<b>I.1. OBJECTIF DE L'ETUDE</b>	<b>3</b>
<b>I.2. METHODOLOGIE</b>	<b>4</b>
<b>II. PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX FUTURS PROJETS D'URBANISATION</b>	<b>5</b>
<b>II.1. OBJET</b>	<b>5</b>
<b>II.2. CARTE DE ZONAGE PLUVIAL</b>	<b>5</b>
<b>II.3. RESEAU HYDROGRAPHIQUE</b>	<b>6</b>
II.3.1. COURS D'EAU.....	6
II.3.1. FOSSES CADASTRES ET NON-CADASTRES .....	7
II.3.1.1. Fossés cadastrés .....	7
II.3.1.2. Fossés non-cadastrés .....	8
II.3.2. SYNTHESE .....	9
<b>II.4. PRESCRIPTIONS GENERALES</b>	<b>10</b>
II.4.1. GENERALITES.....	10
II.4.2. PRESCRIPTIONS .....	11

## I. OBJET

### I.1. OBJECTIF DE L'ETUDE

---

La ville de Sommières a entrepris la modification de son Plan Local d'Urbanisme.

Les obligations et objectifs assignés aux collectivités locales sont stipulés dans le cadre de l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités territoriales, et réaffirmés dans le cadre de l'article 35 de la Loi sur l'Eau de 1992.

Ces articles précisent que les communes doivent délimiter :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement."

Le Code Général des Collectivités Territoriales rappelle également dans l'article L 2226-1 que *« la gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relevant des communes, dénommé service public de gestion des eaux pluviales urbaines. »*.

Afin de prendre en compte cette problématique, la ville de Sommières a décidé de réaliser une mise à jour de son schéma d'assainissement en eaux pluviales précédemment élaboré en 2007, qui permettra en outre de :

- D'affiner le diagnostic et de proposer de nouveaux aménagements dans le secteur Massanas en vue de la réalisation du futur lycée de Sommières ;
- Établir des prescriptions relatives aux risques pluviaux dans les zones ouvertes à l'urbanisation dans le cadre du PLU.

## I.2. METHODOLOGIE

---

L'élaboration de ce schéma intègre :

- **Phase 1** : Une analyse technique notamment autour de l'aménagement hydraulique du secteur de Massanas :

- **Caractérisation hydrographique générale**

- Description du réseau hydrographique,
- Délimitation des bassins versants,
- Analyse géomorphologique des bassins versants,
- Recensement des zones spécifiques hydrauliques et des zones de stockage naturelles existantes.

- **Estimation quantitative des écoulements**

- Estimation quantitative des écoulements et ruissellements pluviaux,
- Analyse et diagnostic des ouvrages existants, estimation de leur période de retour d'insuffisance, et identification des aléas liés aux ruissellements,

- **Identification des aléas**

- Définition et classification des aléas selon les caractéristiques du risque : ruissellements pluviaux ou débordements de cours d'eau,
- Elaboration d'une cartographie des aléas.

- **Proposition de dispositions techniques et réglementaires (phase 6)**

- Proposition d'aménagements afin de gérer les risques pour une occurrence en adéquation avec les enjeux en application de la norme NF-EN 752-2,
- Descriptif des ouvrages à réaliser,
- Estimations financières de chacun des aménagements,
- Cartographie des aléas après aménagements.

- **Phase 2** : Description des prescriptions vis-à-vis de l'urbanisme sous la forme de l'Elaboration d'un Règlement ainsi que d'un zonage.

<b>Le présent document constitue la Phase 2.</b>
--

## **II. PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES AUX FUTURS PROJETS D'URBANISATION**

### **II.1. OBJET**

---

Cette phase a pour finalités :

- de formaliser la carte de zonage pluvial,
- de synthétiser les principes généraux de base afin d'éviter des conflits d'usage en terme d'urbanisme, dans le cadre des futures extensions urbaines, entre les écoulements pluviaux et les zones urbanisées,
- d'imposer certains types d'ouvrages (fossés enherbés, bassin superficiels ouverts au lieu de bassins enterrés) afin de favoriser le traitement des eaux et de faciliter l'entretien des futurs ouvrages,
- d'apporter certaines recommandations afin de permettre un aménagement paysager des ouvrages et afin d'en assurer la stabilité.

### **II.2. CARTE DE ZONAGE PLUVIAL**

---

Cette carte propose un zonage, conformément à l'article 35 de la Loi sur l'Eau de 1992 (également mentionné dans le cadre de l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités territoriales), qui stipule que les communes doivent délimiter les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement. Ce zonage est soumis à enquête publique. L'enquête pourra être menée parallèlement au zonage d'assainissement et au PLU.

Ainsi, la carte présente les zones urbanisées subissant des nuisances liées aux ruissellements des eaux (zone à enjeu d'habitation) pour lesquelles des aménagements ont été proposés. Elle délimite également la totalité de la zone qui participe au ruissellement en amont de ces secteurs, pour lesquels il convient de limiter l'imperméabilisation des sols ou la compenser largement vis-à-vis des secteurs touchés situés en aval.

Pour les zones urbanisables la carte rappelle que différents principes d'aménagement ont été définis afin d'optimiser le traitement des eaux pluviales et afin de permettre la collecte et la maîtrise des écoulements préférentiels interceptés. Les futures zones urbanisées devront alors être drainées vers les ouvrages prédéfinis dans le cadre de la présente étude.

La carte rappelle également pour les futures zones à urbaniser les volumes de rétention naturelle à compenser en plus des créations de surfaces imperméabilisées.

Enfin cette carte présente les zones inondables disponibles sur les principaux cours d'eau traversant la Commune :

- Le Vidourle ;
- La Bénovie ;
- Le ruisseau de Mauvallats ;
- Le Ruisseau des Corbières ;
- Le Ruisseau de Saint-Laze.

Les délimitations des zones inondables de ces cours d'eau sont issues :

- Du PPRi Moyen Vidourle approuvé par arrêté préfectoral le 03 juillet 2008 puis modifié le 19 août 2016 ;
- de l'étude réalisée dans le cadre du schéma directeur pluvial initial de 2007 ;
- de l'Atlas hydrogéomorphologique Bassins versants du Vidourle, du Vistre, et du Rhony, validé en 2004 par la DIREN Languedoc-Roussillon.

La carte est présentée en **Figure 3** dans le dossier de cartographie générale.

## II.3. RESEAU HYDROGRAPHIQUE

---

Afin de garantir la sécurité des biens et des personnes, de maintenir un champ d'expansion des crues « libre » ainsi que d'assurer l'accessibilité aux axes d'écoulement pour leur entretien et les diverses opérations de maintenance, des bandes non-aedificandi seront appliqués sur les principaux axes d'écoulement de la commune.

Leur largeur pourra varier suivant leur classement en cours d'eau ou fossé, cadastré ou non.

### II.3.1. COURS D'EAU

---

Comme indiqué ci-dessus, le PPRi Moyen Vidourle définit des zones inondables sur la majorité des cours d'eau traversant le territoire communal de Sommières.

D'une manière générale, le PPRi Moyen Vidourle vise à **établir une bande non-aedificandi de 10 mètres de part et d'autre de l'axe des différents cours d'eau et fossés cadastrés en zone non-urbanisée.**

**En zone urbanisée, une bande non-aedificandi sera maintenue sur 3,00 m par rapport aux crêtes de berge.**

**La définition d'un cours d'eau sera prise comme suivant la cartographie établie par les services de l'Etat dans le département du Gard.**

**De ce fait et conformément à l'objectif du PPRI, une bande non-aedificandi de 10 mètres de part et d'autre sera appliquée à tout cours d'eau référencé.**

**La cartographie des cours d'eau éditée par la DDTM du Gard est consultable suivant le lien suivant :**

**[http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr/461/HR\\_police\\_eau\\_30.map#](http://carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr/461/HR_police_eau_30.map#)**

**Concernant les fossés non cadastrés, une bande non-aedificandi de 3,00 m de part et d'autres sera prévue.**

**Ces bandes devront être mises en avant sur l'ensemble des plans et documents d'analyse hydraulique qui seront communiqués aux services de la ville de Sommières.**

Dans la bande non-aedificandi de 10,00 mètres (zone non-urbanisée) ou 3,00 mètres (zone urbanisée), les prescriptions suivantes devront être respectées :

- Inconstructibilité ;
- **Interdiction de construction ou de reconstruction de clôture dans une bande de 3,00 mètres depuis la berge en zone non-urbaine et 1,50 m en zone urbaine.** Au-delà, les créations ou reconstructions de clôtures devront être transparentes aux écoulements;
- Interdiction de remblais sauf les travaux ou intervention sur les terrains concernés respectant un équilibre remblais/déblais avec une analyse hydraulique justifiant de l'absence d'incidence sur les écoulements ;
- Les piscines et autres dépression par rapport au terrain naturel pouvant être submergées, devront être clairement identifiées .

## **II.3.1. FOSSÉS CADASTRÉS ET NON-CADASTRÉS**

### **II.3.1.1.Fossés cadastrés**

Si la carte du zonage du PPRI, la carte établie par la DDTM du Gard et le cadastre communal retranscrivent les différents cours d'eau de la commune, le cadastre affine également le détail du chevelu hydrographique en représentant les principaux fossés participant à la gestion et l'évacuation des eaux pluviales.

**Afin de répondre aux mêmes objectifs de sécurités et de non-aggravation des conditions d'écoulement des crues et conformément au PPRI, une bande non-aedificandi**



**de 10,00 mètres de part et d'autre de l'axe sera appliquée à tout fossé cadastré en zone non-urbanisée.**

**En zone urbanisée, cette bande non-aedificandi sera ramenée à 3,00 mètres depuis les crêtes de berge.**

**Ces bandes devront être mises en avant sur l'ensemble des plans et documents d'analyse hydraulique qui seront communiqués aux services de la ville de Sommières.**

**A minima, dans une bande de 3,00 mètres depuis la berge en zone non-urbanisée et 1,50 m en zone urbanisée, aucune clôture ne sera réalisée ou reconstruite.**

Dans la bande non-aedificandi de 10,00 mètres de part et d'autre de l'axe du fossé (zone non-urbanisée) ou 3,00 mètres (zone urbanisée), les prescriptions suivantes devront être respectées :

- Inconstructibilité ;
- **Interdiction de construction ou de reconstruction de clôture dans une bande de 3,00 mètres depuis la berge en zone non-urbaine et 1,50 m en zone urbaine.** Au-delà, les créations ou reconstructions de clôtures devront être transparentes aux écoulements ;
- Interdiction de remblais sauf les travaux ou intervention sur les terrains concernés respectant un équilibre remblais/déblais avec une analyse hydraulique justifiant de l'absence d'incidence sur les écoulements ;
- Les piscines et autres dépression par rapport au terrain naturel pouvant être submergées, devront être clairement identifiées .

### **II.3.1.2.Fossés non-cadastrés**

Concernant les fossés non-cadastrés, l'objectif sera de :

- Garantir la sécurité des biens et des personnes en cas de débordement ;
- Tenir du phénomène d'érosion des talus ;
- Assurer l'accessibilité au fossé pour son entretien et toute intervention diverse.

**Ainsi, une bande non-aedificandi sera appliquée à tout fossé non-cadastré. Ces bandes devront être mises en avant sur l'ensemble des plans et documents d'analyse hydraulique qui seront communiqués aux services de la ville de Sommières.**

Sa largeur sera la suivante :

- Sur des fossés de moins de 3,00 m d'ouverture au miroir et/ou de moins de 0,80 m de profondeur, une bande 1,50 m depuis chacune des berges sera retenue pour un entretien manuel ;
- Sur des fossés dont l'ouverture est supérieure ou égale à 3,00 m et/ou de plus de 0,80 m de profondeur, la bande non-aedificandi sur chacune des berges sera portée à 3,00 m pour un entretien véhiculé.

Dans le cas où le Schéma Directeur d'Assainissement Pluvial de la commune souligne la nécessité de recalibrer un fossé, la bande neutralisée sera défini en tenant compte des berges projetés et en intégrant les dimensions du recalibrage (ouverture au miroir ET profondeur).

Dans la bande non-aedificandi, les prescriptions suivantes devront être respectées :

- Inconstructibilité ;
- Interdiction de construction ou de reconstruction de clôture ;
- Interdiction de remblais sauf les travaux ou intervention sur les terrains concernés respectant un équilibre remblais/déblais avec une analyse hydraulique justifiant de l'absence d'incidence sur les écoulements ;
- Les piscines et autres dépressions par rapport au terrain naturel pouvant être submergées, devront être clairement identifiées.

### II.3.2. SYNTHÈSE

Les bandes non-aedificandi à prendre en considération sont résumés dans le tableau ci-dessous :

	Cours d'eau	Fossé	
		Cadastré	Non-cadastré
<b>Largeur de la bande non-aedificandi</b>	<p><i>Zonage du PPRI si modélisation</i></p> <p><i>Sinon, bande non-aedificandi de 10,00 m de chaque côté de l'axe des cours d'eau</i></p>	<i>Bande non-aedificandi de 10,00 m de chaque côté de l'axe du fossé</i>	<p><i>Si largeur au miroir* &lt; 3,00 m et/ou profondeur* &lt; 0,80 m : bande non-aedificandi de 1,50 m depuis la crête de chacune des berges</i></p> <p><i>Si largeur au miroir* ≥ 3,00 m et/ou profondeur* ≥ 0,80 m : bande non-aedificandi de 3,00 m depuis la crête de chacune des berges</i></p>
<b>Prescriptions</b>	<p><i>Zonage PPRI : voir règlement du PPRI</i></p> <p><i>Bande non-aedificandi : Inconstructible Non remblayable</i></p> <p><i>(Prescriptions complètes à détailler)</i></p>	<p><i>Inconstructibilité</i></p> <p><i>Interdiction de construction ou de reconstruction de clôture dans une bande de 3,00 m depuis la berge en zone non-urbanisée et</i></p>	<p><i>Inconstructibilité</i></p> <p><i>Interdiction de construction ou de reconstruction de clôture</i></p> <p><i>Interdiction de remblais sauf les travaux ou</i></p>

	<p><i>avec les services de la DDTM du Gard suivant le projet)</i></p> <p><i>Interdiction de construction ou de reconstruction de clôture dans une bande de 3,00 m depuis la berge en zone non-urbanisée et 1,50 en zone urbaine. Au-delà la clôture sera transparente</i></p>	<p><i>1,50 en zone urbaine. Au-delà la clôture sera transparente</i></p> <p><i>Interdiction de remblais sauf les travaux ou intervention sur les terrains concernés respectant un équilibre</i></p> <p><i>Equilibre remblais/déblais avec une analyse hydraulique justifiant de l'absence d'incidence sur les écoulements</i></p> <p><i>Les piscines et autres dépressions par rapport au terrain naturel pouvant être submergées, devront être clairement identifiées</i></p>	<p><i>intervention sur les terrains concernés respectant un équilibre</i></p> <p><i>Equilibre remblais/déblais avec une analyse hydraulique justifiant de l'absence d'incidence sur les écoulements</i></p> <p><i>Les piscines et autres dépressions par rapport au terrain naturel pouvant être submergées, devront être clairement identifiées</i></p>
--	---	--	--

(\*) : Dans le cas où le Schéma Directeur d'Assainissement Pluvial de la commune souligne la nécessité de recalibrer un fossé, la bande neutralisée sera défini en tenant compte des berges projetés et en intégrant les dimensions du recalibrage (ouverture au miroir ET profondeur).

## II.4. PRESCRIPTIONS GENERALES

### II.4.1. GÉNÉRALITÉS

Lorsque le réseau public d'eaux pluviales existe, les aménagements réalisés doivent permettre et garantir l'écoulement des eaux pluviales dans ce réseau sans générer d'apports dont l'importance serait incompatible avec la capacité de l'émissaire.

En l'absence d'un réseau d'eaux pluviales, le constructeur devra assurer à sa charge l'établissement des dispositifs appropriés et proportionnés permettant l'évacuation directe et sans stagnation des eaux de ruissellement et leur déversement vers les exutoires naturels. Ces aménagements doivent être étudiés de façon à limiter toute nuisance et en particulier prendre en compte et ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux conformément aux dispositions du code civil. Les rejets doivent être conformes à la législation de la loi sur l'eau.

**Les exutoires et réseaux d'eaux pluviales ne peuvent recevoir des effluents usés d'origine domestique ou industrielle susceptibles de modifier la qualité du milieu récepteur.**

Concernant les eaux claires et en particulier les surverses ou les vidanges des piscines, cuves ou réservoirs, elles seront dirigées sur le réseau pluvial.

En l'absence de réseau, le projet devra prendre en compte leur écoulement ou leur réutilisation sans apporter de conséquences sur les propriétés voisines.

**En aucun cas les eaux de vidange ne devront être dirigées vers le réseau d'eaux usées.**

Les rejets d'eaux pluviales d'origine urbaine dans les fossés des routes départementales doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'administration départementale. Une optimisation de la gestion des eaux pluviales nécessite l'établissement de convention ou contrat d'entretien des ouvrages hydrauliques des routes départementales entre les riverains, la commune et le Département.

**La mise en place de bassins d'infiltration sera à favoriser suivant les conditions du site. Une note intégrant des tests de perméabilité et décrivant le contexte hydrogéologique (nature des sols, niveau de nappe, ...) devra justifier de l'aménagement et de son dimensionnement.**

**En l'absence de ces éléments, les bassins d'infiltration ne pourront pas être acceptés.**

## **II.4.2. PRESCRIPTIONS**

---

Les prescriptions concernent les futurs secteurs à urbaniser, elles devront permettre de maîtriser les eaux de ruissellement dans ces secteurs, tout en respectant le fonctionnement hydraulique initial :

- ❖ pour les zones ou secteurs d'ensemble à aménager, de superficie supérieure à 1 ha (faisant l'objet d'une déclaration au titre de la Loi sur l'Eau) : création d'un volume de rétention équivalent à 100 l/m<sup>2</sup> imperméabilisé minimum, augmenté, dans le cas de cuvette, de la capacité naturelle de rétention liée à la topographie du site assiette du projet ; en cas d'évolution des règles préconisées par la DISE, le dossier devra être conforme aux nouvelles mesures ;
- ❖ pour les autres zones, celles-ci se référeront au PPRi prescrivant à minima que *« Sauf dans le cas de projet de construction d'un (et un seul) logement et dans le cas de projet d'ensemble ayant intégré une rétention globale au moins équivalente, tous les projets de construction ou d'aménagement devront comporter des mesures compensatoires liées à l'imperméabilisation, à raison au minimum de 100 litres de rétention par m<sup>2</sup> imperméabilisé ».*
- ❖ Le règlement du PPRi sera complété pour les zones d'habitat diffus ou de superficies inférieures à 1 ha : il s'agit de limiter le coefficient

d'imperméabilisation des sols. Des dispositifs très simples et peu onéreux pourront être mis en place à la parcelle (récupération d'eau des toitures dans citernes, tranchées drainantes autour des habitations,...) sur la base minimale de 50 l/m<sup>2</sup> imperméabilisé pour les parcelles d'habitations de moins de 1 500 m<sup>2</sup> et 100 l/m<sup>2</sup> pour les autres parcelles ; ces **dispositifs seront imposés pour les secteurs où ils convient de limiter ou compenser largement les augmentations de surfaces imperméabilisées (définis dans la carte de zonage pluvial) et suggérés pour l'ensemble des autres secteurs ;**

- ❖ les volumes de rétention seront constitués par des bassins ouverts et accessibles, ces bassins devront être aménagés paysagèrement et devront disposer d'une double utilité afin d'en pérenniser l'entretien, les talus des bassins seront très doux afin d'en faciliter l'intégration paysagère (talus à 2H/1V minimal) ;
- ❖ les volumes de rétention pourront être mis en œuvre sous forme de noue, dans la mesure où le **dimensionnement des noues de rétention intègre une lame d'eau de surverse** pour assurer l'écoulement des eaux, sans débordement, en cas de remplissage total de la noue ;
- ❖ les dispositifs de rétention seront réglés par un orifice d'ajutage permettant de restituer, lorsque le bassin est plein, un débit de fuite suffisamment faible afin de représenter les caractéristiques du sol initial et adapté à la capacité du réseau aval, toutefois le débit de fuite sera calculé afin de permettre la vidange du bassin en moins de 48 heures ;
- ❖ les dispositifs de rétention seront dotés d'un déversoir de crues exceptionnelles, dimensionné pour la crue centennale et dirigé vers le fossé exutoire, ou vers un espace naturel, en aucun cas le déversoir ne serait être dirigé vers des zones habitées ou vers des voies de circulation ;
- ❖ afin de jouer pleinement leur rôle de compensation à l'imperméabilisation, les dispositifs de rétention seront exclusivement alimentés par la superficie de la zone aménagée, **les écoulements extérieurs qui seraient interceptés ne devront pas transiter par le biais de ces bassins** ; toutefois dans le cas d'un bassin versant urbanisé intercepté, les eaux extérieures pourront transiter dans ce bassin de rétention, dans la mesure où le volume de rétention permet une décantation et un abattement significatif de la pollution des eaux pluviales interceptées ;
- ❖ les réseaux relatifs aux nouvelles zones urbaines seront dimensionnés pour une occurrence de 10 ans **minimale** ;
- ❖ les aménagements seront pensés de manière à prévoir le trajet des eaux de ruissellement, sans mettre en péril la sécurité des biens ou des personnes, lors d'un évènement pluvieux exceptionnel ;
- ❖ les bassins ou noues de rétention devront être aménagés pour permettre un traitement qualitatif des eaux pluviales, ils seront conçus, en outre, de manière à optimiser la décantation et permettre un abattement significatif de la pollution chronique ;
- ❖ les aménagements d'ensemble devront respecter le fonctionnement hydraulique initial, il conviendra de privilégier les fossés enherbés afin de collecter les ruissellements interceptés ;

- ❖ dans le cas où la canalisation des ruissellements interceptés engendre une augmentation des débits de pointe, il conviendra de compenser cet effet canalisation à l'aide de volume de rétention, indépendamment de l'augmentation de surfaces imperméabilisées. Ainsi, les bassins de rétention destinés à compenser l'effet canalisation seront uniquement alimentés par les écoulements extérieurs ;
- ❖ les bassins de rétention destinés à compenser l'effet canalisation seront positionnés dans le prolongement des collecteurs créés, leurs ouvrages d'entrée seront munis de blocs d'enrochements afin de briser les vitesses engendrées dans les ouvrages de collecte ;
- ❖ les bassins de rétention destinés à compenser l'effet canalisation, induit uniquement par la création d'ouvrages sur les écoulements extérieurs, pourront être décalés du projet d'aménagement sur une parcelle mieux adaptée à la création d'un volume de rétention. Cependant plus le linéaire d'ouvrage de canalisation des écoulements seront long, plus le bassin de rétention sera volumineux.

❖ **Cas des bassins d'infiltration :**

- Si la nature des terrains le permet, les bassins de rétention pourront être aménagés suivant un principe d'infiltration vers le milieu récepteur ;
- Ce choix ne devra pas remettre en cause les caractéristiques générales du bassin (débit de fuite, vidange, surverse, ...) ;
- La mise en place d'un bassin d'infiltration devra être motivée suivant la réalisation d'une étude géotechnique des terrains mettant en avant leur capacité d'infiltration, leur compatibilité à l'aménagement prévu et aux performances requises (débit de fuite, ...). Un rapport d'étude devra accompagner toute demande auprès des services d'urbanisme de la ville ;

➔ **L'absence de ce document rendra impossible la réalisation de bassin d'infiltration.**

**Il s'agit des prescriptions générales, chaque ouvrage doit être dimensionné à l'aide d'une étude hydraulique spécifique intégrant une justification détaillée du dimensionnement, ou dans le cadre du dossier Loi sur l'eau relatif à chaque aménagement.**

❖ **Composition de la note hydraulique :**

La note hydraulique devra détailler, à minima :

- le calcul du volume compensatoire (surfaces imperméabilisées, Effet Canalisation) le cas échéant;
- l'aménagement de celui-ci et sa cohérence avec le fonctionnement hydraulique du site ;

- **Le dispositif de gestion des pluviolessivats internes au projet et celui de drainage des eaux extérieures interceptées ;**
- **La non-augmentation du risque Inondation (débordement, ruissellement) vers les parcelles et zones situés en amont, au droit et en aval hydraulique.**

Cette note devra définir le fonctionnement hydraulique pluvial du projet et son insertion dans le contexte hydraulique du site (gestion des pluviolessivats du projet, raccordements sur les ouvrages pluviaux existants, recalibrage des ouvrages pluviaux, ...).

## DOCUMENTS CONSULTÉS

**Référence 1 :** Plan de Prévention des Risques Inondation *du Moyen Vidourle*- Commune de Sommières - approuvé le 03 Juillet 2008 puis modifié le 19 août 2016 - Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard